



11 AVRIL, ENCORE UNE FOIS LES RETRAITÉS ÉTAIENT MOBILISÉS.

Communiqué

On peut déjà recenser plus de 160 rassemblements et manifestations dans toute la France. Par exemple ils étaient 25 000 à manifester à Paris ou 3 000 à Marseille, plus d'un d'un millier à Bordeaux. Toutes ces initiatives expriment la colère des retraités.

Le gouvernement, mais surtout Monsieur MACRON vont-ils rester *sourds ... dingues* face à la colère de centaines de milliers de retraités ?

Pour eux, 2 mois de pension en moins en 3 ans, et pour les riches des centaines de milliards d'aides diverses, cela est insupportable. Salariés et retraités ne supportent pas le dédain du président de la République.

Selon les études du ministère du travail, entre décembre 1999 et septembre 2018, le salaire moyen a augmenté de 47,2 % et les pensions de retraite seulement de 26,7 %. Cette situation s'est aggravée depuis avril 2013, elle s'est accentuée avec le blocage des pensions et les dispositions fiscales prises ces dernières années.

Le 0,3 % de revalorisation des retraites en janvier 2019, bien en-deçà de l'inflation qui s'est établie à 1,8 % en 2018 reste au travers de la gorge des retraités, eux qui sont déjà échaudés par la hausse de la CSG et un quasi-gel des pensions depuis 2013.

Le gouvernement en difficulté promet une revalorisation des petites retraites. Mme la ministre des Solidarités Agnès Buzyn a même déclaré : « *Le gouvernement a entendu aujourd'hui les demandes des retraités modestes* ». Elle a même redit qu'une réindexation des petites pensions sur l'inflation était sur la table. Ces déclarations n'ont pas calmé la colère. « En plus on sait ce que les promesses valent ».

Les retraités veulent pouvoir vivre décemment.

Ce que veulent les retraités, c'est une réelle revalorisation de toutes les pensions. Le gouvernement veut-il opposer les petites pensions à l'ensemble des autres retraités. Avec 1 200 € on n'est pas un riche !

Il faut augmenter toutes les retraites. La retraite n'est pas une allocation que l'on donne un jour aux plus pauvres ou que l'on augmente au bon vouloir du Président. Nous refusons de voir mettre en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.

Pouvoir d'achat, Santé, Sécurité Sociale, Services publics, nous sommes tous confrontés aux mêmes reculs de société mis en œuvre par ce gouvernement.

Le 11 avril, les retraités étaient massivement dans la rue. Ils poursuivront leurs actions en portant les cartes pétitions unitaires au Président de la République à la mi-juin, en continuant de se rassembler sur les marchés et les lieux de vie, en allant à la rencontre des maires de nos cités pour proposer aux conseils municipaux des motions de soutiens.

Notre nouvelle réunion unitaire du Groupe de 9, le 18 avril, précisera ces prolongements utiles à l'action des retraités.

Fait le 11 avril 2019